

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorités ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et ferment les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine

N° 449 du 05 au 18.04

Par C. De Broeder et M. Lemaire

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog :

<http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire

Tiré à part

Les sales secrets d'Israël à Gaza.

La survie d'Israël en question.

1 Résistance

Détails par région:

2 Décompte des pertes humaines

3 Politique

Palestinienne

Politique Israélienne

4 Politique internationale des territoires occupés

5 Médias/Vidéos

5-1 Vidéo : Je reviendrais

5-2 Vidéo : Témoignage émouvant du médecin norvégien Mads Gilbert

6 Les brèves

6-1 Etats-Unis / Israël : Premières divergences.

6-2 Israël ne collaborera "très probablement pas" avec l'enquête de l'ONU sur Gaza.

6-3 La banque DEXIA finance les colonies israéliennes.

6-4 Paola Rochat : Des colons armés attaquent un village, plusieurs blessés.

6-5 Des tunnels de plus en plus larges à Gaza.

7 Dossier

7-1 Ahmad Tibi : Cruelle réalité pour les Palestiniens.

7-2 Kathleen et Bill Christison : Obama vit dans une bulle d'ignorance.

7-3 Chérif BOUDELAL : Ennemis communs d'Israël et du régime égyptien !

7-4 Rapports de l'Onu et de différentes ONG.

05-04 au 18-04: Peuple Palestinien : 7 tués - 39 blessés
Occupants : 1 tué - 3 blessés

Tiré a part

Les sales secrets d'Israël à Gaza

Des soldats de l'armée israélienne ont révélé qu'ils avaient abattu, sur ordre, des familles de Palestiniens innocentes et détruit maisons et fermes au cours des vingt-deux jours qu'a duré l'agression « *Plomb durci* » à Gaza. Ces témoignages corroborent les accusations des Palestiniens d'usage indiscriminé et disproportionné de puissance de feu dans des zones densément peuplées. L'un des récits décrit comment une femme et son enfant furent abattus alors qu'au lieu de tourner à droite, comme le lui demandait un soldat, ils ont tourné à gauche, par erreur, et ont été « *descendus* ». « *Je ne pense pas que le tireur d'élite se soit senti mal après cela, car pour lui, il avait fait son devoir comme il en avait reçu l'ordre. Et, l'atmosphère générale, d'après ce que j'ai entendu dire par les autres hommes de troupes, est que la vie des Palestiniens est quelque chose de beaucoup moins, moins, important que la vie de nos soldats* ». Ce qui s'explique puisque, selon un autre soldat « *tout le monde à Gaza est un terroriste* » ou « *est coupable de ne pas avoir quitté Gaza* ». Il était donc permis d'enfoncer des habitations avec des tanks et de tirer sans prévenir les occupants. Certains aumôniers juifs martelaient, d'ailleurs, aux soldats qu'ils menaient une guerre sainte contre les païens, selon le journal *Haaretz*, que cette opération était « *une mission quasi religieuse* » « *qu'il nous faut maintenant combattre pour expulser les païens qui s'opposent à notre conquête de la terre sainte* ».

La survie d'Israël en question.

Une étude conduite par la CIA doute de la survie d'Israël dans les vingt prochaines années. Le rapport prédit qu'« un mouvement inexorable va se créer pour passer d'une solution de deux Etats à celle d'un Etat, fondé sur les principes démocratiques d'une égalité totale, comme étant le modèle le plus viable qui repousserait le spectre de l'apartheid colonial et permettrait le retour des réfugiés de 1947/1948 et de 1967, ce qui se révèle une condition sine qua non pour une paix durable dans la région ». Quelque deux millions d'Israéliens quitteraient le pays pour s'établir aux Etats-Unis alors qu'il y a déjà « 500 000 Israéliens détenteurs de passeports US » et un million et demi retournerait en Russie. Pour certains, « l'histoire rejettera tôt ou tard l'entreprise coloniale israélienne car les Américains ne peuvent plus supporter... la conduite d'Israël envers les Palestiniens et notamment dans la bande de Gaza ».

<http://informationclearinghouse.info/article/22208.htm>

Paroles & actions du président cette semaine ...

Engagement d'Obama

Barack Obama a déclaré que "les Etats-Unis soutenaient fermement l'objectif de deux Etats, Israël et la Palestine, cohabitant dans la paix et la sécurité".

"C'est l'objectif que les parties concernées ont convenu d'atteindre dans la Feuille de route et à Annapolis. Et c'est l'objectif que je poursuivrai activement en tant que président.

07.04

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/20090407.OBS2379/un_ministre_israelien_refuse_les_ordres_dobama.html

1 La lutte pour la libération dans les territoires occupés

Résistance

13-04

Un navire palestinien explose au large de la Bande de Gaza.

Un navire de pêche palestinien sans équipage a explosé lundi matin au large de la Bande de Gaza, sans faire de blessé. Selon l'armée israélienne, il s'agit d'une tentative d'attaque contre une patrouille navale dans la zone. Le navire a été repéré lundi matin par un fort brouillard, a indiqué le général Gabi Ashkenazi, chef de l'armée israélienne. Il a ensuite été suivi par radar et a explosé à environ 650m au large d'un navire de patrouille israélien. Israël maintient une présence navale au large du territoire afin, notamment, de rendre le blocus imperméable.

La Presse Canadienne

18-04

Deux policiers israéliens ont été blessés lorsqu'un Palestinien les a heurtés avec son véhicule.

"Deux policiers ont été blessés, l'un légèrement aux jambes et le second plus sérieusement à la tête", au barrage routier de Hizmé, entre le nord de Jérusalem et la Cisjordanie, a affirmé Micky Rosenfeld.

AFP

Bande de Gaza - Au jour le jour

10-04

Deux résistants ont été tués par les forces israéliennes à la limite de la bande de Gaza.

Yahoo

Cisjordanie occupée par Israël depuis 1967 : Au jour le jour

07-04

La police israélienne a tué un automobiliste palestinien qui aurait foncé sur des policiers encadrant la démolition de la maison d'un résistant à Jérusalem-Est. (Le résistant avait été tué en juillet après avoir foncé sur un bus avec un véhicule de construction.)

Le porte-parole de la police Micky Rosenfeld précise : "Trois policiers ont été blessés légèrement aux jambes quand le véhicule les a heurtés, ils ont ouvert le feu et tué l'homme sur les lieux".

Des heurts ont éclaté sur le site de la fusillade dans un des quartier arabe de l'est de Jérusalem.

Une cinquantaine de Palestiniens jetant des pierres sur les forces de l'ordre israéliennes, lourdement armées, casquées et protégées par des boucliers, qui ont répliqué par des tirs de gaz lacrymogènes sur la foule.

La démolition de son domicile a ravivé les tensions à Jérusalem.

Les organisations de défense des droits de l'Homme dénoncent les démolitions, estimant qu'il s'agit de châtiments collectifs qui ne constituent pas une dissuasion efficace.

<http://www.aloufok.net/>

08-04

25 colons de Bat Ayin se sont approchés de maisons et ont ouvert le feu au hasard. Ils voulaient venger la mort d'un adolescent et le blessement d'un enfant de 7 ans. jeudi passé dans la colonie illégale, par un Palestinien qui s'est enfui.

"Douze palestiniens ont été blessés par "les tirs des colons extrémistes sionistes dans la région de Safa, près du village de Beit Amr, au nord de la ville d'Al Khalil, alors que 15 autres ont été asphyxiés par le Gaz lacrymogène lancé par les forces de l'occupation", ont déclaré des secouristes palestiniens.

Des sources médicales et des témoins oculaires ont affirmé que les habitants de Safa se sont exposés aux agressions sauvages des colons extrémistes de la colonie de Beit Ein qui ont tiré sur les palestiniens des balles réelles, en soulignant que les extrémistes ont volé les moutons des villageois.

Les habitants de Safa ont alerté les paysans des régions proches pour les sauver des attaques sauvages tout en soulignant que les forces armées de l'occupation ont protégé les actes criminels des colons extrémistes, en lançant des bombes sonores et lacrymogènes, et tirant des balles en caoutchouc.

08/04

CPI

09-04

Le village de Safa et l'implantation juive voisine de Bat Ayin, à la réputation extrémiste.

L'échauffourée de mercredi a débuté, selon l'armée israélienne, lorsque les colons se sont rendus en lisière de Safa pour réciter la prière traditionnelle.

Des Palestiniens se sont mis à leur lancer des pierres avant d'être dispersés par l'armée.

L'affrontement s'est ensuite poursuivi entre soldats et jeunes palestiniens dans le vilage de Safa.

Huit Palestiniens ont été blessés dans cet affrontement. Selon les services de secours, au moins un Palestinien est dans un état grave.

L'armée israélienne expliquant être passée aux tirs à balles réelles après l'intensification de la bataille.

La Cisjordanie est bouclée pour la durée des fêtes de Pessah, la paque juive qui débute mercredi soir.

AP

13-04

Les colons ont attaqué des éleveurs palestiniens, près du village Om al Kheyr et ont blessé 2 éleveurs.

http://french.irib.ir/index.php?option=com_content&task=view&id=20315&ac=0&Itemid=9

17-04

Bil'in. : Un Palestinien était mort après avoir été touché à la poitrine par une grenade lacrymogène tirée par des soldats israéliens qui dispersaient des manifestants protestant contre le Mur de l'Apartheid érigée par Israël en Cisjordanie.

L'armée a affirmé que les manifestants avaient jeté des pierres sur les soldats, mais les images vidéo des minutes précédant les tirs, obtenues samedi par l'Associated Press, montrent un petit groupe scandant des slogans contre les militaires, mais sans jeter aucun projectile.

Quand les troupes ont ouvert le feu, on voit sur les images certains manifestants se protéger derrière des boucliers anti-émeutes. Soudain, Bassem Abou Rahmeh, 31 ans, est touché à la poitrine et on le voit rouler au pied d'un talus, son T-shirt se couvrant de sang.

18-04

Israël

10-04

Une Bédouine âgée de 16 ans a été tuée samedi par les forces de l'ordre israéliennes dans le sud de l'Etat juif, a indiqué Micky Rosenfeld, porte-parole de la police israélienne.

La jeune fille, une lycéenne habitant dans un village bédouin du sud d'Israël, a ouvert le feu avec un pistolet sur une guérite d'un poste de police. Les policiers ont répliqué et l'ont abattue. Il n'y a pas d'autres victimes.

Des dizaines de milliers de Bédouins, qui ont mis fin à leur nomadisme, vivent dans des villages du désert du Neguev, dans le sud du pays.

Yahoo

18-04

La frontière entre la Bande de Gaza et l'Egypte a été ouverte samedi matin pour permettre aux malades nécessitant un traitement médical de quitter le territoire habituellement bouclé.

Les frontières sont quasiment toujours fermées juin 2007.

AP

2 La Palestine en chiffre (Depuis le début de l'Intifada le 25 septembre 2000)

Civils & résistants tués	: 6.924
Palestiniens blessés	: 54.285
Internationaux blessés	: 192 (chiffre tout a fait minimal)
(balles réelles ou caoutchoutées, gaz lacrymogène, autres moyens)	
Arrêtés :	: 47.733
En prison :	: 11.800
Pacifistes en prison ou arrêtés	: 108
Autres actes	
Journalistes tués	: 9
Journalistes blessés	: ? + 32
Nombre de maisons palestiniennes détruites ou partiellement démolies	: 66.275

2-2 Occupants:

Israéliens tués	: 1.201 (359 militaires/policiers)
Israéliens blessés	: 6.584 (550 militaires/policiers)

Les chiffres indiqués sont **vérifiés par le recoupement** des chiffres des pertes communiqués par la résistance & les médias occidentaux & XINHUANET (Chine)

a) Politique Palestinienne

Abbas

Le président palestinien a demandé à George Mitchell "*d'exercer tous les efforts possibles*" pour amener Benjamin Netanyahu à se prononcer clairement pour la solution dite à deux Etats et à respecter toutes ses obligations comme le gel de la colonisation juive.

17/04-

http://www.lexpress.fr/actualites/2/mitchell-integre-l-initiative-de-paix-arabe-dans-les-efforts-us_754777.html

1-1 Processus de paix.

Les Palestiniens posent leurs conditions à des pourparlers avec le gouvernement Nétanyahou

Les pourparlers de paix ne pourront reprendre qu'à certaines conditions, et notamment que si le nouveau gouvernement israélien se prononce en faveur de l'établissement d'un Etat palestinien, a déclaré samedi le principal négociateur palestinien Saëb Erekat.

Le nouveau Premier ministre Nétanyahou s'est contenté d'offrir aux Palestiniens une "paix économique". Il n'a jamais apporté son soutien à une solution basée sur la coexistence de deux Etats, un israélien et un palestinien. Son chef de la diplomatie, le dirigeant d'extrême droite Avigdor Lieberman, a quant à lui balayé les efforts de paix de la précédente administration US lors de la conférence d'Annapolis en 2007, leur niant toute légitimité. Il a déclaré qu'accepter des concessions dans le cadre du processus de paix avec les Palestiniens mènerait l'Etat hébreu à la guerre.

"Si Israël veut s'engager dans des négociations politiques, il doit accepter la solution à deux Etats et les accords signés et arrêter les activités de colonisation", a déclaré Erekat.

Saëb Erekat a estimé que tout comme la communauté internationale boycotte le Hamas à cause de son refus de reconnaître Israël, la pression doit être mise sur l'Etat hébreu pour qu'il reconnaisse l'idée d'un Etat palestinien. "L'échec à appliquer les mêmes exigences repousserait cette région dans les mains des extrémistes", a-t-il estimé.

12-04

2009<http://www.aloufok.net/spip.php?article417>

1-3 Sur le terrain.

Le Hamas possède désormais l'arme ayant permis au Hezbollah de vaincre Israël.

Le Réseau Voltaire a appris de source sûre que des missiles Kornet ont été livrés au Hamas.

Ceux-ci sont arrivés à Gaza deux jours avant la fin de l'opération israélienne « Plomb durci ».

Les envoyés spéciaux du président-élu Obama ayant exigé la fin des hostilités avant le début des cérémonies d'investiture du nouveau président US, Israël et le Hamas ont chacun annoncé un cessez-le-feu unilatéral sans avoir le temps de conclure une trêve.

Le Hamas a décidé de ne pas utiliser ces missiles au cours des deux derniers jours de combat de manière à ne pas gêner la Russie et à disposer d'une surprise stratégique lors d'une prévisible reprise des hostilités.

De fabrication russe et mis en service pour la première fois en 1994, le missile antichar lourd Kornet est une arme mobile et fiable permettant de détruire à distance tous les types de blindés modernes, de jour ou de nuit et dans n'importe quelles conditions météorologiques.

Son système de guidage laser permet même d'atteindre les hélicoptères volant à basse altitude.

On rapporta son utilisation par la Résistance irakienne lors de l'invasion états-unienne en 2003, mais il s'avéra plus tard que les blindés en question avaient été détruits par des tirs amis.

Il est en revanche certain qu'il contribua largement à la défaite d'Israël au Liban en 2006, au point que les responsables d'Israël s'en plainquirent ultérieurement auprès du Kremlin.

21-03

<http://www.voltairenet.org/article159389.html>

1-7 Des Canons ... pas du beurre.

Le Hamas avertit l'occupation de prendre des pas agressifs contre Gaza

Le mouvement du Hamas a averti l'occupation israélienne de prendre tout pas agressif contre la Bande de Gaza pour libérer le soldat sioniste capturé par la résistance palestinienne, Gilad Chalit, tout en considérant que les déclarations d'un ministre du gouvernement extrémiste de Netanyahu montrent le racisme sioniste.

Le leader au mouvement du Hamas, Dr. Ismaïl Redouan, a dit dans une déclaration à Qods Presse, que les menaces du ministre sioniste exprime la haine et le racisme de l'actuel gouvernement qui vise à exterminer le peuple Palestinien et effectue la politique du "transfert" collectif contre les Palestiniens.

Redouan a affirmé que ces menaces ne peuvent pas effrayer le peuple palestinien ou casser sa volonté solide, en déclarant que Chalit ne verra pas la lumière avant la libération des captifs palestiniens.

Le leader du Hamas a averti l'occupation de tout pas agressif contre la Bande de Gaza, en soulignant que l'état de l'occupation sera responsable des résultats négatifs.

Le ministre du transport au gouvernement de Netanyahu, avait dit dans une déclaration de presse, que l'occupation ne doit pas permettre l'entrée des aliments et des matières premières à la Bande de Gaza jusqu'à la libération de Chalit, en demandant de lancer des campagnes d'assassinat contre les leaders des factions de la résistance palestinienne.

CPI

12/04/

1-14 Prisons: Déclaration et situation dans les geôles palestinienne.

Hamis et Fatah s'entendent pour stopper les arrestations de leurs militants.

La rencontre des délégués du Hamas et du Fatah jeudi dernier à Gaza a abouti sur la promesse de mettre fin aux arrestations de militants en Cisjordanie et dans la bande de Gaza pour leurs affiliations politiques. C'est ce que rapportait Ibrahim Abu An-Naja, l'un des leaders du Fatah présent à Gaza pour les discussions.

Des militants du Hamas en Cisjordanie et ceux du Fatah à Gaza sont régulièrement arrêtés pour leur appartenance à un "parti ennemi". Ces arrestations font l'objet de vives tensions entre les deux forces politiques principales.

"Nous avons convenu que les arrestations motivées par des raisons politiques sont inacceptables" a déclaré Abu An-Aja.

Il a souligné que les délégués avaient abordé plusieurs sujets de controverse au cours de la réunion, mais a refusé de qualifier la rencontre d'alternative au dialogue national du Caire que beaucoup jugent dans l'impasse. (PNN-via Maan)

Younes Salameh

11.04

http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=3815&Itemid=1

1-15 Prisons: Déclaration et situation dans les geôles Israélienne.

Le Hamas affirme son attachement à ses conditions pour l'opération d'échange de prisonniers

Le Hamas a renouvelé son attachement à ses conditions concernant l'opération d'échange des prisonniers avec l'entité sioniste pour libérer le soldat sioniste capturé par la résistance palestinienne à Gaza, Gilad Chalit, en acceptant la médiation de tout pays pour effectuer cette opération sur la base de la réponse aux demandes justes de la résistance.

Le célèbre leader du Hamas, Oussama Al Mouzaïni a dit: "Nous insistons sur la réussite de cette opération car nous voulons libérer nos captifs dans les prisons sionistes", tout en précisant sur la libération des 450 captifs condamnés à la perpétuité.

Il a souligné que les demandes de son mouvement visent à libérer tous les captifs Palestiniens dont ceux qui habitent dans les territoires Palestiniens en 1948, ainsi que tous les leaders du peuple palestinien pour effectuer une opération nationale générale.

Al Mouzaïni a accepté la médiation des pays étrangers pour effectuer l'opération d'échange des prisonniers, en soulignant que certains pays islamiques et européens ont présenté leurs médiations.

Enfin, il a affirmé que le mouvement ne peut pas abandonner ses conditions parce qu'elles représentent le minimum des demandes du peuple Palestinien.

CPI

10-04

b) Politique Israélienne

Netanyahu & Lieberman

Netanyahu

12-04

Le Premier ministre Netanyahu a téléphoné dimanche au président Abbas pour lui dire qu'il voulait "coopérer et discuter" de la paix avec lui, selon un communiqué de la présidence du conseil.

" Netanyahu a rappelé la coopération et les discussions qui ont eu lieu entre eux dans le passé et il a noté son intention de recommencer à l'avenir afin de faire progresser la paix entre Israël et les Palestiniens", a ajouté le communiqué.

AFP –

<http://www.tv5.org/>

17-04

Netanyahu a fait valoir à Mitchell, selon une source autorisée israélienne, la "nécessité d'impliquer dans le processus de paix d'importants Etats arabes" comme l'Egypte, la Jordanie et l'Arabie saoudite.

http://www.lexpress.fr/actualites/2/mitchell-integre-l-initiative-de-paix-arabe-dans-les-efforts-us_754777.html

2-4 Les grandes manœuvres...

La sécurité d'Israël et de la poursuite de la paix

Le bureau du Premier ministre a salué dans un communiqué de "l'engagement du président Obama en faveur de la sécurité d'Israël et de la poursuite de la paix".

"Le gouvernement d'Israël est engagé vis-à-vis de ces deux objectifs et formulera sa politique dans un futur proche de façon à travailler étroitement avec les Etats-Unis pour réaliser ces objectifs communs", a ajouté le communiqué.

07.04

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/20090407.OBS2379/un_ministre_israelien_refuse_les_ordres_dobama.html

Les israéliens refusent de devenir le 51e Etat des Etats-Unis",

En votant pour Netanyahu, les israéliens ont décidé de ne pas devenir le 51e Etat des Etats-Unis", a déclaré le ministre lors d'un discours à la Knesset (Parlement).

Ce ministre, membre du parti Likoud de Benjamin Netanyahu, a en outre salué le ministre des Affaires étrangères Avigdor Lieberman, selon qui Israël n'est pas lié au processus de discussions engagé lors de la conférence d'Annapolis (Etats-Unis) à la fin 2007, pour parvenir à la création d'un Etat palestinien.

"Le gouvernement israélien agira en fonction des intérêts d'Israël", a ajouté Gilad Erdan, soutenant néanmoins que "le président Obama est un ami d'Israël et les Etats-Unis sont un important allié, et tout ce qu'il y aura entre nous sera le résultat d'un dialogue".

Benjamin Netanyahu s'est dit en mesure de négocier un accord de paix avec l'Autorité palestinienne mais a refusé d'endosser l'idée de la création d'un Etat palestinien.

07.04

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/20090407.OBS2379/un_ministre_israelien_refuse_les_ordres_dobama.html

Engagement d'Obama

Barack Obama a déclaré que "les Etats-Unis soutenaient fermement l'objectif de deux Etats, Israël et la Palestine, cohabitant dans la paix et la sécurité".

Le bureau du Premier ministre a salué dans un communiqué de "l'engagement du président Obama en faveur de la sécurité d'Israël et de la poursuite de la paix".

"Le gouvernement d'Israël est engagé vis-à-vis de ces deux objectifs et formulera sa politique dans un futur proche de façon à travailler étroitement avec les Etats-Unis pour réaliser ces objectifs communs", a ajouté le communiqué.

07.04

http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/international/20090407.OBS2379/un_ministre_israelien_refuse_les_ordres_dobama.html

Guilad Erdan : "Obama ne donne pas d'ordres à Israël"

04/07

Evoquant à la Knesset les déclarations du président américain Obama pour la poursuite du processus d'Annapolis sur la base du principe "deux Etats pour deux peuples", le ministre Guilad Erdan (Likoud) a rappelé ce lundi l'indépendance du gouvernement israélien face aux exigences de Washington.

"Obama ne donne pas d'ordres à l'Etat d'Israël", a souligné le nouveau ministre chargé de la coordination entre le gouvernement et la Knesset. Guilad Erdan a également affirmé que les résultats des dernières élections en Israël démontrent clairement que "le peuple juif ne veut pas devenir le 51ème Etat des USA". Sur un ton plus apaisant, le ministre a précisé que "Barack Obama et les Etats-Unis sont de fidèles amis d'Israël et tout se fera dans un esprit de dialogue et de coopération".

Comme on pouvait s'y attendre, ces propos ont suscité de vives réactions de la part des membres de l'opposition. "A l'approche de la visite du Premier ministre Netanyahu à Washington, ces déclarations du ministre Erdan sont aussi mal placées que celles du ministre des Affaires étrangères Lieberman contre le processus d'Annapolis", a notamment dénoncé le député Nahman Shay de Kadima.

Le chef du gouvernement Binyamin Netanyahu s'est d'ailleurs distancé des déclarations de ses ministres ce lundi. "Nous avons beaucoup d'estime pour l'engagement du président Obama pour la sécurité d'Israël ainsi que pour sa volonté de contribuer au processus de paix", précise le communiqué très diplomatique publié par Yossi Lévy, le conseiller du Premier ministre. Et d'ajouter que "le gouvernement israélien est engagé à ces deux principes et il élabore actuellement sa politique afin de travailler en collaboration avec les Etats-Unis".

<http://www.actu.co.il/2009/04/obama-ne-donne-pas-dordre-a-israel/>

2-10 Politique colonialiste israélienne. (Colonisation & colonies)

13-04

Dimanche, des dizaines de colons sionistes ont fait l'irruption dans l'enceinte de la mosquée où ils ont pris à parti les fidèles.

"L'armée sioniste a violé ses engagements en soutenant l'agression des colons et leurs actes provocateurs, a-t-il ajouté.

Les sources palestiniennes confirment la poursuite des agressions contre la mosquée d'Al Aqsa.

13-04

http://french.irib.ir/index.php?option=com_content&task=view&id=20315&ac=0&Itemid=9

13-04

Selon PressTV, un groupe de militaires sionistes ont pris d'assaut les zones d'habitation de Tulkarem avant de kidnapper plusieurs habitants et les embarquer pour une destination inconnue.

13-04

http://french.irib.ir/index.php?option=com_content&task=view&id=20315&ac=0&Itemid=9

2-13 Situation dans les geôles israéliennes - Prisons & tortures

Une augmentation des arrestations en Cisjordanie

Le chercheur palestinien Abdul Nasser Ferwana, réputé pour ses travaux sur les prisonniers palestiniens, s'est dit préoccupé par l'escalade d'arrestation en Cisjordanie sans aucun motif ou justification.

Ferwana explique que les arrestations sont courantes dans toute période d'occupation mais que cette "tradition" est maintenant intégrée au quotidien des palestiniens. Pas un jour ne se passe sans que la presse ne révèle des cas d'arrestation. Dans certains cas, les arrestations sont justifiées par l'occupant comme nécessaire pour garantir sa sécurité. Cependant, les arrestations sont le plus souvent un moyen pour Israël de montrer sa supériorité ou de répondre à des mouvements de protestation des palestiniens.

Ferwana souligne que le principal danger actuel réside dans l'augmentation significative des arrestations depuis le début de l'année. A titre d'exemple, le mois de mars est un mois record avec l'arrestation de 395 citoyens palestiniens de Jérusalem et Cisjordanie, soit une augmentation de 30 pour cent par rapport au mois précédent alors que le contexte était plutôt calme.

Certains prisonniers sont arrêtés directement à leur domicile, d'autres dans la rue ou aux check points militaires de Cisjordanie. Les arrestations de mars incluent des anciens ministres et des dirigeants politiques appartenant au Hamas.

Ferwana insiste sur le fait que toutes ces arrestations sont en violation avec le droit international et sont souvent accompagnées d'humiliations et de harcèlement, d'agressions physiques.

Les Organisations de défense des droits de l'homme appellent régulièrement Israël à ses obligations juridiques. Elles réclament un arrêt des arrestations arbitraires, qui sont totalement injustifiées, ainsi que le respect des droits fondamentaux pour les prisonniers.

Depuis 1967, les autorités israéliennes ont arrêté près de 750 000 Palestiniens, dont des dizaines de milliers d'enfants, répartis dans plus de deux douzaines de centres de détention et prisons. Ils sont qualifiés par l'occupant de « combattants illégaux » ou « combattantennemi ». Plus de 11 000 prisonniers sont aujourd'hui détenus en Israël.

Younes Salameh

08.04

(PNN)http://french.pnn.ps/index.php?option=com_content&task=view&id=3780&Itemid=1

3 Politique Internationale des territoires occupés

a) Pays Arabes & voisins

Égypte

L'Égypte détruit 6 tunnels

Les autorités égyptiennes ont détruit six tunnels utilisés pour le transport entre autre de carburant et d'aliments vers la bande de Gaza, a rapporté aujourd'hui l'agence officielle égyptienne Mena.

Des produits alimentaires, des vêtements, des jouets, des friandises et des pièces détachées automobiles se trouvaient dans les tunnels.

Par ailleurs, des pick-up transportant du bétail et des générateurs électriques ont été saisis dans le Sinaï, selon la Mena.

Les véhicules "étaient en route vers la zone frontalière pour faire passer leur charge vers Gaza à travers les tunnels", a précisé l'agence.

Le chef des services israéliens de sécurité intérieure, Yuval Diskin, à félicité "l'amélioration graduelle" des activités de l'Égypte dans la lutte contre le trafic d'armes vers Gaza.

31/03

<http://www.lefigaro.fr>: & AFP

Syrie

Assad : "Libérer le Golan, par la paix ou par la guerre "

Pendant que les médias "politiquement corrects" du monde entier commencent leur guerre de désinformation contre le nouveau gouvernement israélien, il est certain que ses voisins arabes eux, restent fidèles à leur politique antisioniste.

"Tous les gouvernements israéliens se ressemblent : Sharon a été responsable d'un massacre en Palestine, Barak a aidé à la guerre à Gaza, ce qui signifie qu'il n'y a pas de différence entre la droite et la gauche israéliennes.

Nous avons des principes et ceux qui les respectent ne nous posent pas de problèmes".

Ces déclarations sont peu étonnantes, à vrai dire, car elles restent dans le droit fil de l'esprit politique arabe : qu'il pleuve, qu'il neige ou qu'il vente, Israël reste l'ennemi éternel.

Après des discussions de paix avec le précédent Premier ministre, Ehoud Olmert, Bachar Al Assad, s'exprime sur les éventualités de négociations futures, avec de nouveaux interlocuteurs. Tout en annonçant la couleur :

"Aucune concession sur le Golan, que nous récupérerons par la paix ou par la guerre. Rien de moins", a-t-il déclaré dans un entretien au journal Qatari "Al Sharaq".

Et d'ajouter : "Depuis que la guerre en Palestine a débuté, jusqu'à l'occupation du Golan, chacun est de plus en plus hostile à Israël. Il se peut qu'une nouvelle génération se lève et soit opposée au principe d'un processus de paix. Pour l'instant, il se crée un esprit d'opposition généralisé. Israël se dirige vers une voie qui ne sert pas ses intérêts. Et au bout du compte, tout le monde est attiré vers l'opposition, qui est bien évidemment favorable aux intérêts des Arabes".

Enfin, à la question de savoir pourquoi une telle "Résistance" n'existait pas dans le Golan, Assad a déclaré : "Nous avons des raisons précises et objectives dans le Golan, qui est relativement peu peuplé.

Le fait qu'il y ait peu de population empêche une véritable résistance, qui nécessite beaucoup de forces"

04/02

<http://www.actu.co.il/2009/04/assad-liberer-le-golan-par-la-paix-ou-par-la-guerre/>

b) Le Monde

1 Usa (le parrain)

2 Les grandes manœuvres

La paix au Proche-Orient, "priorité absolue" pour Obama.

Le président Barack Obama a la "ferme intention" de faire de la paix au Proche-Orient "une priorité absolue", a déclaré mercredi l'émissaire spécial américain pour la région George Mitchell.

Selon lui, une telle paix devrait inclure une solution du conflit israélo-palestinien sur la base de l'établissement de "deux Etats indépendants, vivant côte à côte en paix et en sécurité".

15 Avril 2009

nouvelobs.com

Mitchell intègre l'initiative de paix arabe dans les efforts US.

George Mitchell, a souhaité que l'initiative de paix de la Ligue arabe s'intègre dans les efforts que les Etats-Unis comptent coordonner pour parvenir à un Etat palestinien indépendant.

Le plan de paix arabe, d'inspiration saoudienne, unanimement adopté en 2002 à un sommet à Beyrouth, offre à Israël une paix complète en échange de son retrait total des territoires occupés en 1967 et d'une "solution juste" du problème des réfugiés chassés en 1948 de leurs foyers.

"Les Etats-Unis se sont engagés en faveur de l'établissement d'un Etat palestinien indépendant, souverain, où s'épanouiraient les aspirations du peuple palestinien à contrôler son destin", a déclaré Mitchell en Cisjordanie.

"Nous voulons que l'initiative arabe fasse partie de l'effort pour aboutir à cet objectif", a ajouté l'ex-sénateur américain après avoir rencontré le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, à son QG de Ramallah. La veille, à Jérusalem, l'artisan des accords de paix en Irlande du Nord avait signifié au nouveau Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et à son ministre des Affaires étrangères ultranationaliste, Avigdor Lieberman, que les Etats-Unis voulaient l'avènement d'un Etat palestinien.

Aucun des deux, qui ne sont en fonctions que depuis 15 jours, ne s'est engagé sur cette question. Lieberman a même renié le processus lancé en 2007 à Annapolis, où le gouvernement précédent s'était engagé à oeuvrer au plus vite à l'avènement d'un tel Etat.

Au sortir de son entrevue avec Lieberman, celui-ci a érudé le sujet, alors que Mitchell a dit lui avoir redit l'attachement des Etats-Unis à la coexistence pacifique entre un Etat arabe et l'"Etat juif d'Israël", concession visible à son interlocuteur.

Un peu plus tard, Netanyahu faisait savoir à George Mitchell qu'"Israël attend que les Palestiniens reconnaissent d'abord Israël comme un Etat juif avant de discuter des deux pays pour deux peuples".

LE FUTUR ETAT, PATRIE DES RÉFUGIÉS DE 1948

Sous cette exigence inacceptable pour eux, les dirigeants palestiniens voient le souci de dénier le "droit au retour" des réfugiés de 1948 dans ce qui est devenu Israël, voire - rêve de Lieberman - de soumettre ou chasser les Arabes israéliens, qui constituent 20% de la population du pays.

Le droit au retour figure, avec les futures frontières et le statut de Jérusalem l'une des questions épineuses au centre des pourparlers directs israélo-israéliens lancés dans la foulée de la conférence d'Annapolis, mais aujourd'hui au point mort.

"Il est clair qu'il y a maintenant en Israël un gouvernement qui rejette les accords signés, qui insiste pour poursuivre ses activistes de colonisation", a estimé le négociateur palestinien Saëbe Erekat.

Le gouvernement Netanyahu ne s'est pas encore prononcé sur le plan arabe, qui exclut qu'Israël conserve ses colonies, alors que son prédécesseur y avait trouvé des "aspects positifs" tout en jugeant trop vague sa clause sur une "solution juste" du problème des réfugiés.

Les dirigeants israéliens sont dans leurs ensembles hostiles au retour de Palestiniens en Israël, qui mettrait en péril à terme la judéité de la population. Pour ceux qui admettent le principe d'un Etat palestinien, c'est là que devront se fixer les réfugiés et leurs descendants.

17/04-

http://www.lexpress.fr/actualites/2/mitchell-integre-l-initiative-de-paix-arabe-dans-les-efforts-us_754777.html

Barack Obama ne transigera pas sur la solution de deux Etats.

Obama considère une solution à deux Etats comme un élément central de sa politique au Proche-Orient.

Il a l'intention de demander à Netanyahu de remplir toutes les obligations contractées par les gouvernements israéliens précédents : accepter le principe d'un Etat palestinien ; geler la colonisation ; évacuer les avant-postes illégaux ; assurer une aide économique et sécuritaire à l'Autorité palestinienne.

Les représentants de l'administration ont assuré aux membres du Congrès que les Palestiniens devraient, eux aussi, remplir leurs obligations, en conformité avec la Feuille de route et le processus engagé à Annapolis.

Selon des informations parvenues en Israël, l'administration américaine ne s'inquiète pas outre mesure des récentes déclarations du ministre des affaires étrangères Avigdor Lieberman, qui a rejeté Annapolis, ni de celles de Netanyahu faites pendant sa campagne électorale.

Les représentants américains affirment qu'ils attendront d'entendre la position de Netanyahu quand il rencontrera Obama à Washington le mois prochain.

Le message communiqué aux parlementaires est que le président Obama est attaché à la sécurité d'Israël et qu'il a l'intention de maintenir l'accord d'aide militaire signé par son prédécesseur, George W. Bush.

http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=96543

L'équipe Obama s'apprête à une confrontation avec Netanyahu.

L'administration Obama se prépare à une éventuelle confrontation avec le gouvernement d'Israël.

Elle s'attend en effet à un clash avec Netanyahu à propos de son refus de soutenir la création d'un Etat palestinien à côté d'Israël.

Démarche sans précédent : l'administration Obama se prépare à une éventuelle confrontation avec Netanyahu en briefant les membres démocrates du Congrès sur le processus de paix et sur les positions du nouveau gouvernement israélien concernant une solution de deux Etats.

L'administration Obama s'attend à un clash avec Netanyahu à propos du refus par ce dernier de soutenir la création d'un Etat palestinien à côté d'Israël.

Ces dernières semaines, des officiels américains ont briefé des membres démocrates du Congrès et préparé le terrain devant l'éventualité de désaccords avec Israël sur le processus de paix, selon des informations recueillies directement. Ces efforts de l'administration américaine se font essentiellement en direction du Parti démocrate, qui dispose de la majorité aussi bien au Sénat qu'à la Chambre des Représentants.

Ce briefing préventif est destiné à faire échouer une éventuelle tentative de Netanyahu de contourner l'administration et tenter de rallier le soutien du Congrès.

Le message envoyé aux membres du Congrès est que le président Obama est attaché à la sécurité d'Israël et qu'il compte poursuivre l'accord d'assistance militaire signé par son prédécesseur..

Par Aluf Benn –

Haaretz - 9 avril 2009 –

Traduction La Paix Maintenant (France)

http://www.shalomarchav.be/spip_redirect.php3?id_article=1588

Onu

L'enquête de l'ONU, confiée à Richard Goldstone, élargie à « toutes les violations »

Le président du Conseil des droits de l'homme de l'ONU a élargi à « toutes les violations », et pas seulement celles commises par Israël, l'enquête confiée sur le récent conflit à Gaza à l'ex-procureur du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, Richard Goldstone.

« L'ambition du Conseil des droits de l'homme est de disposer d'un rapport qui reflète fidèlement les événements, et cela nécessite de prendre en compte toutes les violations », a déclaré hier son président, Martin Ihoeghian Uhomobhi. De son côté, M. Goldstone a confirmé que sa mission « prendra en compte toutes les violations commises à la fois en Israël, à Gaza et dans les territoires occupés ». Le 12 janvier, le Conseil des droits de l'homme, réuni en session extraordinaire sur le conflit à Gaza, avait décidé la création d'une « mission d'établissement des faits » sur les violations « commises par la puissance occupante Israël contre le peuple palestinien ». Adoptée par 33 voix contre 1, la résolution avait suscité l'abstention de 13 membres du Conseil, essentiellement occidentaux, qui la jugeaient déséquilibrée, car ne couvrant pas les tirs de roquettes palestiniennes sur les civils dans le sud d'Israël. M. Goldstone a admis « qu'en tant que juif », cela avait été un « choc » de recevoir une invitation à diriger cette mission, qui comprendra en outre la Britannique Christine Chinkin, spécialiste de droit international, la Pakistanaise Hina Jilani, juge à la Cour suprême du Pakistan et ancienne experte de l'ONU pour les droits de l'homme, et un colonel irlandais à la retraite, Desmond Travers. « Cela ajoute évidemment à la dimension d'ensemble. Cela étant dit, je pense être capable de m'acquitter de ma tâche imposante d'une manière équilibrée et impartiale », a-t-il commenté. Il a reconnu que la décision n'avait « pas été facile » à prendre et qu'il lui avait fallu « plusieurs jours et même quelques nuits d'insomnie » avant d'accepter la mission.

Dans une déclaration, l'ambassadeur de Palestine auprès de l'ONU à Genève, Ibrahim Kraishi, a « accueilli favorablement » la désignation de M. Goldstone et de son équipe. De son côté, Israël a dénoncé l'enquête de l'ONU. « Ceci n'est pas une tentative de connaître la vérité, mais de nuire à la réputation d'Israël et de se joindre aux efforts déployés par certains pays pour diaboliser Israël », a déclaré à l'AFP le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Yigal Palmor.

4 avril

http://www.lorientlejour.com/article/613828/Lenquete_de_lONU%2C_confie_Richard_Goldstone%2C_largie_to_utes_les_violations.html

Le Nobel de la paix Martti Ahtisaari prône le dialogue avec le Hamas.

Nb :Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

Le Hamas doit être associé aux discussions de paix au Proche-Orient et il serait à la fois dangereux et inutile de continuer à l'exclure, estime l'ancien président finlandais et prix Nobel de la paix Martti Ahtisaari.

"Je pense que nous devons commencer à discuter avec le Hamas", a-t-il dit dans une interview lundi à Reuters. "On ne peut pas ignorer des gens qui ont le pouvoir. Il faut parler à ceux qui sont représentatifs, que vous aimiez ou non leurs idées."

"Le Hamas et le Fatah doivent mettre fin à leur affrontement, agir ensemble et former un front commun", a déclaré Ahtisaari.

Pour lui, il n'est guère réaliste d'exiger du Hamas, avant de discuter avec lui, qu'il reconnaisse l'Etat d'Israël, qu'il renonce à la violence et qu'il respecte les accords déjà conclus entre Arabes et Israéliens.

"Je ne joue pas aux cartes mais je ne commencerais certainement pas une partie en disant 'eh, j'ai quatre as'", a dit l'ancien président finlandais.

"C'est dangereux d'exclure les gens. Regardez ce qui s'est passé en Algérie", a-t-il ajouté, faisant référence à la guerre civile des années 1990 dans ce pays après l'annulation des élections que les islamistes semblaient en passe de remporter.

"Je ne pense pas qu'on puisse parvenir à la paix si l'on tente d'éliminer ceux qui bénéficient du soutien de la population."

Prié de dire s'il pensait que le nouveau Premier ministre israélien, le très conservateur Benjamin Netanyahu, pouvait faire la paix avec les Palestiniens, Ahtisaari a rappelé l'exemple de Richard Nixon et Henry Kissinger avec la Chine.

En 1972, le président américain et son secrétaire d'Etat s'étaient rendus à Pékin, rompant avec la politique d'isolement menée depuis 1949 par Washington envers la Chine populaire.

"Je ne dis pas que Netanyahu est Nixon mais, pour faire un parallèle, ce serait idiot de dire que ce nouveau gouvernement israélien ne peut rien faire..."

Ahtisaari, président de la Finlande entre 1994 et 2000, a reçu le prix Nobel de la paix l'an dernier pour ses missions diplomatiques au nom de l'Onu au Kosovo, en Namibie et dans la province indonésienne d'Aceh.

7 avril

<http://www.aloufok.net:80/>

6 Ue

Annexion illégale de Jérusalem-Est : rapport confidentiel de l'Union européenne sur Jérusalem-Est.

Dans un rapport confidentiel daté du 15 décembre 2008, dont le Nouvel Observateur a obtenu une copie, l'Union européenne accuse le gouvernement israélien d'utiliser le développement de la colonisation, la construction du mur de séparation, la planification des voies de circulation, l'instauration du régime des permis de résidence et de déplacements imposés aux Palestiniens, pour "poursuivre activement l'annexion illégale de Jérusalem-Est".

NOUVELOBS.COM

19.03.

2 Europe

5 Russie

La Russie va fournir des armes à l'Autorité Palestinienne

Le président Abbas s'est entretenu avec Vladimir Poutine. A l'issue de la rencontre, la Russie s'est engagée à fournir, selon les médias russes, à l'autorité Palestinienne une cargaison d'armes légères, de blindés et deux hélicoptères pour soutenir les forces de sécurité palestinienne.

08.04

<http://french.pnn.ps/>

3 Monde

Canada

Le parlementaire britannique George Galloway, organisateur du convoi de solidarité « Viva Palestina », à son arrivée à Gaza est-il un risque pour la sécurité du Canada ? –

C'est ce que semble penser le gouvernement canadien qui vient d'interdire l'entrée de son territoire au député britannique, George Galloway, invité, pour une série de conférences, par l'association Stop the War.

Aucune raison officielle n'a été offerte.

Cependant, son opposition virulente à la guerre en Afghanistan dont est partie prenante le Canada depuis 2002 et le défi lancé à Israël dans son siège de Gaza avec l'envoi du convoi Viva Palestina, la semaine dernière, sous-tendent certainement cette décision.

Galloway est accusé de soutenir le Hamas que le Canada, à l'instar des Etats-Unis, considèrent comme une organisation terroriste.

Rappelons que l'Association des Présidents des Principales Organisations Juives Américaines (plus puissante encore que l'AIPAC, le lobby pro israélien aux Etats-Unis) a décerné au gouvernement canadien l'« International Leadership Award » l'an dernier et que la semaine dernière, un accueil chaleureux a été réservé par la presse et les dirigeants à G.W. Bush.

Al Ahram, 26 mars-1 avril 2009

<http://informationclearinghouse.info/article22182.htm>

5 Médias/Vidéos

5-1 Vidéo : Je reviendrais

http://www.youtube.com/watch?v=ZeBaRAHF66U&eurl=http%3A%2F%2Fwww%2Erobertbibeau%2Eca%2Fpalestine%2Ehtml&feature=player_embedded

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html> :

5-2 Vidéo : Témoignage émouvant du médecin norvégien Mads Gilbert

1) Témoignage du médecin norvégien Mads Gilbert sur les allégations d'Israël à propos du Hamas durant l'agression israélienne sur Gaza.

Le témoignage de Christian Chantegrel ci-contre atteste de ces faits.

Actuellement des mois après la trêve Israël empêche toujours les secours de parvenir à Gaza. Israël tue chaque jour des palestiniens et contrevient aux de la trêve.

http://www.youtube.com/watch?v=XU3CYRQC5Go&eurl=http%3A%2F%2Fwww%2Erobertbibeau%2Eca%2Fpalestine%2Ehtml&feature=player_embedded

2) Témoignage du médecin ayant secouru les Palestiniens lors de l'agression barbare d'Israël contre Gaza (de décembre 2008-janvier 2009)

<http://www.robertbibeau.ca/palestine.html> :

6 Les brèves

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction est d'accord avec l'article mais doit être vu comme information.

6-1 Etats-Unis / Israël : Premières divergences.

En réaffirmant, l'attachement de son pays à la création d'un Etat palestinien, le président Obama a critiqué implicitement le refus du nouveau gouvernement israélien de s'engager sur ce point. Washington a par ailleurs rappelé mardi son opposition aux destructions de maisons de Palestiniens par Israël, estimant qu'il s'agit d'une punition « *improductive* ».

L'heure n'est pas au divorce entre les Etats-Unis et Israël, mais le changement de ton par rapport à l'administration précédente est indéniable.

Le département d'Etat a ainsi jugé que la destruction de maisons palestiniennes constituait une punition « *improductive* ». Cette réaction intervient alors que l'armée israélienne a détruit dans la partie occupée de Jérusalem la maison d'un Palestinien auteur d'un attentat à la pelleuse en juillet dernier.

Parallèlement, le président a réaffirmé que « *les Etats-Unis soutenaient l'objectif de deux Etats, Israël et la Palestine, cohabitant dans la paix et la sécurité* ».

Un discours qui apparaît clairement comme une critique du nouveau Premier ministre israélien.

Lors de son investiture, Benjamin Netanyahu a refusé de parler explicitement d'un éventuel Etat palestinien. Signe d'une tension entre les deux pays, le nouveau ministre israélien des Affaires étrangères a dénoncé toute ingérence étrangère dans les affaires internes à Israël. Avigdor Lieberman a, par ailleurs, demandé à ce qu'on laisse du temps au nouveau gouvernement israélien pour présenter ses objectifs concernant le dossier palestinien.

Mais pour Barack Obama, l'Etat hébreu doit réaffirmer rapidement sa volonté de respecter les accords déjà conclus. Dans le cas contraire, la pression américaine pourrait devenir plus concrète.

RFI

08/04

http://www.rfi.fr/actufr/articles/112/article_79940.asp

6-2 Israël ne collaborera "très probablement pas" avec l'enquête de l'ONU sur Gaza.

Israël ne coopérera "très probablement pas" avec l'enquête sur d'éventuels crimes de guerre dans la Bande de Gaza diligentée par le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU, a-t-on appris mercredi auprès d'un haut responsable gouvernemental.

Le Hamas, en revanche, a assuré mercredi qu'il collaborerait avec le juge sud-africain Richard Goldstone qui a déjà été procureur du TPIY (Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie) et du TPIR (Tribunal pénal international pour le Rwanda).

Le juge Goldstone doit diriger l'instruction sur des crimes de guerre qui auraient pu être commis dans la Bande de Gaza par l'armée israélienne ou par le Mouvement de la résistance islamique.

Des organisations de défense des droits de l'Homme soupçonnent les deux parties d'avoir violé les lois de la guerre durant l'opération Plomb durci. Israël a répondu la semaine dernière au Conseil des droits de l'Homme de l'ONU concernant sa coopération, a rapporté mercredi le haut responsable gouvernemental.

L'ambassadeur d'Israël auprès des organisations de l'ONU à Genève a expliqué mardi que l'Etat hébreu ne faisait pas confiance au Conseil des droits de l'Homme. "Il est clair pour quiconque suit ce Conseil et la façon dont il traite Israël que cette mission ne peut pas déboucher sur la justice", a estimé Aharon Leshno Yaar.

16 Avril 2009

www.juif.org/societe-israel/94583,israel-ne-collaborera-tres-probablement-pas-avec-l39enquete-de-l.php

6-3 La banque DEXIA finance les colonies israéliennes.

A l'occasion d'un atelier intitulé "Les Maires face aux opportunités de la relance", Patrick Devedjian, ministre chargé de la "mise en oeuvre du plan de relance", ainsi que 4 maires, Dominique Voynet (Montreuil, Verts), Alain Adoubert (Vitry-sur-Seine, PCF), Michel Teulet (Gagny, UMP), et Jacques JP Martin (Nogent sur Marne, UMP), côtoyaient à la même tribune le directeur commercial de Dexia, Jean-Luc Guitard, invité à contribuer à cette "relance".

Plusieurs militants ont donc pris la parole, tour à tour, en préambule, pour souligner le caractère indécent de la présence de Dexia, banque franco-belge qui finance les colonies israéliennes installées sur les territoires palestiniens, bafouant le droit international et faisant ainsi obstacle à la paix au Proche-Orient (voir ci-dessous le tract distribué aux quelque 200 participants).

Après quelques réponses dans le genre "ce n'est pas le lieu", "ce n'est pas le débat", ou encore une déclaration

impudique de Dominique Voynet qui n'a même pas cherché à cacher son absence d'éthique, en affirmant que toutes les banques étaient peu ou prou sujettes à caution et que Dexia n'était donc pas pire (!), aucun des autres élus présents n'a jugé bon de prendre le moindre engagement de respecter le droit international.

Mais ce n'est que partie remise car ils seront amenés à rendre des comptes, que cela leur plaise ou non, aux habitants de leurs communes.

Vont-ils accepter de collaborer avec des entreprises qui encouragent la colonisation, ou bien vont-ils suivre l'exemple des 14 maires belges, qui ont déjà voté le boycott de Dexia tant que cette banque finance les colonies israéliennes ?

Les électeurs sont lassés des double discours de tous ces politiciens qui se proclament pour le droit, les attitudes "citoyennes", le bien général, et qui piétinent ces principes dans les faits. Ils doivent le faire savoir.

le 9/4/09

NON A LA COLLABORATION AVEC DEXIA QUI FINANCE LES COLONIES ISRAELIENNES

La banque franco-belge DEXIA finance, via sa filiale israélienne (Dexia Public Finance Israel), le développement des colonies israéliennes en territoires palestiniens occupés, depuis une dizaine d'années.

Dexia Public Finance Israël, 3ème banque en importance sur le marché israélien du financement des collectivités locales, encourage la colonisation, pourtant contraire au droit international et obstacle majeur à tout accord de paix entre israéliens et Palestiniens.

Cette banque de crédit qui affiche son « idéal » de « développement durable » et qui a signé en 1998 la déclaration des institutions financières sur l'environnement et le développement durable du Programme des Nations Unies pour l'environnement piétine au moins deux des principes de ce texte : « Les entreprises sont invitées à promouvoir et à respecter la protection du droit international relatif aux droits de l'homme dans leur sphère d'influence » et « à veiller à ce que leur propres compagnies ne se rendent pas complices de violations des droits de l'Homme ».

Pourtant, le directeur de DEXIA Israël, David Kapah, se vantait le 19 juin 2007 à la Knesset (parlement israélien) se soutenir une dizaine de colonies israéliennes à l'intérieur des territoires occupés :

« Pour nous, la localisation géographique n'est pas pertinente. Au-delà de la Ligne Verte, nous avons octroyé une aide financière ces deux dernières années à Alfei Menasheh, Elkana, Beit-El, Ariel, Beit Aryeh, le Conseil régional de la vallée du Jourdain, Givat Zeev, Har Hevron, Kedunim. Cela veut donc dire que, oui, c'est nous qui les soutenons financièrement, et c'est encore vers nous que l'on vient pour recevoir du crédit. »

Ceci est illégal, car l'article de 49 de la Convention de Genève dit très clairement que « la puissance occupante ne peut déporter des parties de sa propre population vers les territoires qu'elle occupe. »

Sur la base de cet article, le Conseil de sécurité de l'ONU a condamné à plusieurs reprises la politique d'occupation d'Israël. Quant aux résolutions 446 du 22 mars 1979, 452 du 20 juillet 1979 et 465 du 1er mars 1980, elles dénoncent explicitement les violations de la quatrième Convention de Genève par Israël.

Ce qui a entraîné, en Belgique, une campagne « Dexia out of Israël » et le désinvestissement, à ce jour, de 14 communes belges qui refusent toute coopération avec Dexia tant que cette banque finance les colonies israéliennes.

Nous appelons l'ensemble des élus ici présents et leurs collègues de toutes les municipalités de France, à boycotter la banque DEXIA tant qu'elle viole le droit international et nuit gravement à la paix.

9-04

source: <http://www.europalestine.com/spip.php?article3982>

http://www.alterinfo.net/la-banque-DEXIA-qui-finance-les-colonies-israeliennes_a31511.html

6-4 Paola Rochat : Des colons armés attaquent un village, plusieurs blessés.

D'après des témoins une dizaine de Palestiniens a été blessés mercredi matin par des colons israéliens armés, qui ont attaqué le village de Khirbat Safa, dans le nord de Hébron (sud de la Cisjordanie).

25 colons de Bat Ayin se sont approchés de maisons et ont ouvert le feu au hasard. Ils voulaient venger la mort d'un adolescent et le blessure d'un enfant de 7 ans, agressés à la hache jeudi passé dans la colonie illégale, par un Palestinien qui s'est enfui.

Le maire de la ville de Beit Ommar, près du village de Safa, a déclaré que les colons ont attaqué les maisons à 6 heures du matin. « Ils ont essayé d'entrer dans les maisons, suivies par l'armée israélienne. Une dizaine de Palestiniens, dont certains grièvement, ont été blessés par balles. »

« Les blessés ont été transportés par les ambulances à l'hôpital Al-Ahli de Hébron. On dit qu'un Palestinien est mort de ses blessures, mais on ne peut pas encore confirmer la nouvelle », a ajouté le maire.

Les minarets de Beit Ommar et Surif ont lancé des appels, demandant aux résidents de rejoindre Safa et de protéger les habitants de la violence des colons. Des centaines de jeunes se sont précipités à Safa.

Une autre dizaine des résidents a été blessé par les grenades lacrymogènes tirées par les soldats israéliens, qu'au lieu d'intervenir pour empêcher les colons d'ouvrir le feu contre les habitants du village, les observaient et les ont soutenus ont tirant des balles et des grenades.

D'après des sources israéliennes, des Israéliens de droite soutiennent les affrontements de Khirbat Safa et accusent le ministre d'Ehud Barak ne de ne pas garantir la sécurité de la population dans la région.

La colonie de Bat Ayin a créé sa propre milice, 'Bat Ayin Underground', à laquelle appartenait Ofer Gamliel, le père de l'adolescent tué jeudi.

En 2002 Gamliel avait planifié un attentat à la bombe contre une école de filles à Jérusalem et a été condamné à quinze ans de prison. (PNN)

6-5 Des tunnels de plus en plus larges à Gaza.

Ndlr Intox ?

Israël craint que le Hamas ne soit en train de construire un tunnel d'une largeur sans précédent sous le couloir de Philadelphie, au sud de la bande de Gaza.

Il pourrait permettre de faire passer des roquettes de longue-portée en une pièce dans l'enclave palestinienne, ont expliqué d'anciens responsables à la guerre au Jerusalem Post.

Selon ces derniers, le Hamas cherche à se procurer des armes de pointes et à élargir sa gamme de roquette.

Pour cela, il a besoin de passages souterrains moins étroits que ceux déjà creusés.

Creuser un tunnel est compliqué et s'avère être une opération dangereuse qui peut prendre plusieurs mois, selon la longueur et la taille du tunnel.

Selon les renseignements militaires, les roquettes de longue-portée Katyousha que le Hamas a tiré sur Ashdod et Beersheba pendant l'opération "Plomb durci" sont passées dans la bande de Gaza en pièces détachées.

Au sud de Gaza, certains passages souterrains sont assez larges pour qu'un personne puisse s'y tenir debout.

Le Hamas aimerait aussi pouvoir se procurer les roquettes longue-portée Fajr, de fabrication iranienne. Elles peuvent atteindre une cible à plus de 70 kilomètres de distance et seraient donc capable de toucher la périphérie de Tel-Aviv.

Alors que le modèle Katyousha fait deux mètres de long, le Fajr en fait presque 10 mètres.

YAAKOV KATZ

07.04.

<http://fr.jpost.com/>

01-04

Le chef du Shin Bet (sécurité intérieure) Yuval Diskin annonce que depuis les trois semaines d'opération militaire qui se sont achevées le 18 janvier 2009, le Hamas a fait passer au sud de Gaza 22 tonnes d'explosifs, 45 tonnes de matériaux bruts nécessaires à la fabrication de bombes, des dizaines de roquettes et des centaines d'obus de mortier ainsi que plusieurs missiles anti-chars

YAAKOV KATZ

7 Dossier

Ndlr :La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

7-1 Ahmad Tibi : Cruelle réalité pour les Palestiniens.

90% des citoyens palestiniens d'Israël n'ont pas leur place ici.

Ils peuvent faire leurs paquets et aller se faire voir. (LIEBERMAN)

Le New York Times, qui commence à s'inquiéter du sort fait aux Palestiniens donne la parole à Ahmad Tibi, citoyen palestinien d'Israël et député à la Knesset, et titre "Cruelle réalité pour les Palestiniens".

Cruelle réalité pour les Palestiniens

La coalition de droite du nouveau premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, n'est pas de bon augure pour les Palestiniens d'Israël.

Avec la nomination d'Avigdor Lieberman au poste de ministre des affaires étrangères, les extrémistes pourchassent la population autochtone, nous menacent de nous soumettre à des tests de loyauté et de la possibilité d'un « transfert » dans une région théoriquement contrôlée par l'Autorité Palestinienne.

L'intransigeance de Netanyahu à l'égard des Palestiniens des territoires occupés est à coup sûr source d'inquiétude. N'est pas moins inquiétant ce que le tandem Netanyahu-Lieberman peut signifier pour les citoyens palestiniens d'Israël.

Ce gouvernement, avec Lieberman en particulier comme ministre des affaires étrangères, devrait être boycotté par la communauté internationale, exactement comme fut boycotté Jörg Haider, le défunt politicien autrichien d'extrême droite, qui connut une notoriété mondiale pour ses prises de position anti immigrants.

Lieberman, dans l'un de ses nombreux et scandaleux commentaires, déclarait en mai 2004 que 90% des citoyens palestiniens d'Israël n'ont pas leur place ici. Ils peuvent faire leurs paquets et aller se faire voir (get lost) ».

Seulement, ma famille et moi-même sommes sur cette terre depuis des siècles, bien avant que Lieberman n'arrive en 1878, venant de Moldavie. Nous appartenons à cette minorité qui est parvenue à rester, quand 700 000 palestiniens ont été forcés au départ par Israël en 1948.

Aujourd'hui, Lieberman entretient le sentiment anti palestinien avec ses menaces de « transfert » - un euphémisme pour un nouveau nettoyage ethnique. Henry Kissinger, lui aussi, avait appelé à un échange de territoire, et Lieberman cite Kissinger pour donner à son idée délétère un ton plus raffiné. Lieberman et Kissinger envisagent d'échanger une portion d'Israël contre une portion de la Cisjordanie occupée illégalement, volée par les colons juifs

Mais Israël n'a aucun droit légal sur aucun territoire palestinien occupé. Et Lieberman n'a pas le droit d'offrir la terre qu'est ma patrie en échange de l'incorporation de colons juifs dans des frontières redéfinies de l'état israélien. Nous sommes citoyens de l'état d'Israël et nous ne voulons pas échanger notre citoyenneté de seconde classe dans notre patrie – soumis que nous sommes à de nombreuses lois qui nous discriminent – pour vivre dans un bantoustan palestinien.

Nous avons le souci de notre citoyenneté et nous nous battons au quotidien pour améliorer notre condition et vaincre les lois et les pratiques discriminatoires.

Nous nous heurtons à la discrimination dans tous les domaines de la vie. Les citoyens arabes représentent 20% de la population, mais ne sont que 6% à être employés dans le secteur public. Pas un seul employé arabe ne travaille à la banque centrale d'Israël. Imaginez s'il n'y avait pas un seul citoyen afro-américain à la banque centrale des Etats-Unis.

Israël tourne simultanément sur trois modes de gouvernement. Le premier c'est la démocratie pour ses citoyens juifs – ethnocratie. Le second n'est que discrimination raciale à l'égard de la minorité palestinienne - ségrégationisme rampant. Et le troisième, c'est l'occupation des territoires palestiniens avec un ensemble de lois pour les Palestiniens et un autre pour les colons juifs – apartheid.

Il y a quelques semaines, le parti Yisrael Beiteinu de Lieberman a conduit une charge, en pleine Knesset, pour interdire à mon parti – l'Arab Movement for Renewal - de participer aux élections. Le Likoud de Netanyahu a lui aussi soutenu cette initiative. La Cour Suprême a fait annuler la manœuvre des politiciens. Mais leurs efforts pour interdire notre participation est là pour montrer au monde entier que la démocratie israélienne est fallacieuse. Les invectives de Lieberman contre les citoyens arabes d'Israël ne sont pas neuves. Il y a moins de trois ans, il avait lancé un appel au meurtre contre moi et contre mes collègues palestiniens de la Knesset parce que nous avions osé rencontrer des leaders palestiniens démocratiquement élus. Prenant la parole devant l'assemblée plénière de la Knesset, Lieberman avait déclaré : « La deuxième guerre mondiale s'est terminée avec les procès de Nuremberg. Les chefs du régime nazi et leurs collaborateurs ont été exécutés ; j'espère que ce sera le sort des collaborateurs dans cette maison » . Lieberman a maintenant le pouvoir de mettre ses ignobles projets à exécution.

Nous réclamons à l'administration Obama plus d'attention pour la minorité palestinienne d'Israël. C'est une minorité opprimée qui souffre de ne pas partager assez les ressources de l'état. L'énorme lot de l'aide américaine annuelle à Israël ne parvient quasiment pas jusqu'à notre communauté.

Entre Netanyahu et Lieberman, l'administration Obama aura les mains très occupées. Ne vous y trompez pas, Netanyahu et Lieberman feront de lourdes pressions sur la nouvelle administration pour qu'elle accepte ce que fait Israël en Cisjordanie, à Gaza et à Jerusalem-Est – de même que ses discriminations anti-palestiniennes en Israël même. Les colonies vont continuer de s'étendre, et les discriminations de s'approfondir. La détermination des Américains sera cruciale dans les mois à venir."

Ahmad Tibi

Ahmad Tibi est citoyen palestinien d'Israël et député de la Knesset, le parlement d'Israël.

Publié dans The New York Times, le 6 avril 2009

<http://www.nytimes.com/2009/04/07/opinion/07iht-edtibi.html?ref=global>

(Traduit par Carole SANDREL)

CAPJPO-EuroPalestine

8-04

<http://www.europalestine.com/spip.php?article3978>

7-2 Kathleen et Bill Christison : Obama vit dans une bulle d'ignorance.

Obama vit dans une bulle d'ignorance : il veut trouver une solution pour la Palestine, lui, au moment même où Israël est en train de la détruire ?

Sans doute davantage que cela n'a jamais encore été le cas, Washington est aujourd'hui enfermée dans le déni en ce qui concerne Israël et son comportement sidérant, avec sa politique assassine à l'encontre des Palestiniens, avec les efforts qu'il déploie, ainsi que ses partisans américains, pour nous contraindre à ignorer les atrocités qu'il perpète. Les œillères ont de tout temps fait partie de l'équipement des décideurs et des hommes politiques américains, dès lors qu'il est question d'Israël et des agissements de ce pays. Mais au lendemain de l'agression israélienne, qui a dévasté trois semaines durant le minuscule territoire de Gaza – une offensive terminée, de manière expédiente, juste avant l'intronisation d'Obama, si bien que celui-ci a pu se comporter comme si de rien n'était –, la perspective à partir de laquelle Washington opère est obstruée d'une façon encore bien plus frappante que cela n'avait jamais encore été le cas.

Lors d'un symposium sponsorisé par le Middle East Policy Council, organisé à Capitol Hill (à Washington) quelques jours seulement avant la prise de fonctions d'Obama, Ali Abunimah, un commentateur palestino-américain avisé, qui dirige le site ouèbe ElectronicIntifada.net, a déclaré sans ambages que Washington est au centre d'une bulle d'ignorance et de déni. Alors que le reste du monde, en particulier au niveau des sociétés civiles, débat de la nécessité de traîner les dirigeants israéliens devant des tribunaux chargés de juger leurs crimes de guerre et d'imposer des sanctions à Israël, M. Abunimah a fait observer que Washington et ceux des leaders mondiaux qui lui sont liges essaient d'aller de l'avant comme si absolument rien n'avait changé.

« Nous devons nous attendre », a dit M. Abunimah, « à ce que l'appareil officiel de l'industrie du processus de paix – les Hillary Clinton, les Quartette, les Tony Blair, les Javier Solana, les Ban Ki-Moon, bref, toute la panoplie

des boîtes à idées officielles et officieuses de Washington – vont continuer leur business as usual, en s’efforçant de faire croire que, grâce à leurs diligences, un Etat palestinien verra le jour ». « Mais, dans le monde réel, cet Etat n’existera pas », a-t-il poursuivi, « et le temps est venu de parler franchement de ce qui est en train de se passer ».

Jusqu’ici, après trois mois d’administration Obama, rien n’indique vraiment que celui-ci y voie clair ou soit prêt à parler franchement. Un autre commentateur politique et militant palestinien très avisé, M. Haidar Eid, qui vit et subit les incessants châtiments collectifs d’Israël à Gaza, a dit récemment, lors d’une interview, que la réaction internationale à l’agression israélienne contre Gaza s’apparentait à une réaction à une quelconque catastrophe naturelle, à croire qu’aucun être humain n’aurait eu de rôle dans la destruction et que les seules choses dont on aurait besoin pour résoudre le problème étaient du fric et des aides. Comme si, a-t-il dit, le désastre n’avait pas été « créé par l’Etat d’Israël afin d’anéantir à la fois la résistance et la société palestiniennes ? »

M. Eid commentait ainsi une conférence internationale de donateurs réunie à Sharm el-Sheikh, début mars, qui avaient fait démonstration de magnanimité en promettant presque 5 milliards de dollars d’aide afin de soulager la « crise humanitaire » à Gaza – mais en promettant aussi de ne rien faire pour solutionner la réalité politique de l’occupation israélienne, qui est pourtant à l’origine du calvaire humanitaire de Gaza ? Les donateurs – ces mêmes dirigeants de l’ « industrie du processus de paix » dont parlait M. Abunimah – n’étaient là que pour prétendre être préoccupés et pour refiler du fric, ce qui est toujours la manière la plus pratique, dans l’esprit des élites politiques, pour balayer sous le tapis des problèmes humanitaires qui font désordre. C’est ainsi qu’ils soulagent leur propre conscience et qu’en même temps ils disent à Israël qu’il peut continuer à détruire la Palestine et les Palestiniens en toute impunité : la communauté internationale ramassera les morceaux et règlera l’addition. Message reçu 5/5 par Israël !

Toute idée de contraindre Israël à mettre fin à son oppression grossière des Palestiniens, toute idée de faire quoi que ce soit afin de confisquer à Israël la carte blanche dont il use et abuse, c’était apparemment encore trop demander à ces dames patronnesses. Toute prise de conscience du fait que leur promesse d’aide n’était rien d’autre qu’un rouage dans un cycle destructeur sans fin leur a également échappé – un cycle dans lequel ces mêmes donateurs, sous la houlette des Etats-Unis, équipent Israël avec les armes les plus sophistiquées et la puissance politique absolue qui va avec, après quoi Israël utilise ces armes et se sert de son permis politique flambant neuf de chasse au Palestinien, et les donateurs se réunissent à nouveau pour réparer les destructions. L’hypocrisie a été encore davantage soulignée par l’exigence ferme des Etats-Unis qu’avant que les Gazaouis ne reçoivent le premier kopek de ces largesses internationales, le Hamas devra avoir reconnu le droit d’Israël à l’existence. Autrement dit, le Hamas doit reconnaître le droit à l’existence précisément de l’Etat qui vient d’essayer de le détruire, et son peuple avec, et même la terre sur laquelle ils vivent.

Si le comportement d’Israël n’était pas aussi répugnant, le déni américain et international devrait nous faire marrer. Mais la promesse d’aide et le cercle vicieux sans fin de la misère financée par l’Occident – ainsi que la myopie qu’ils traduisent – ne constituent, ensemble, rien d’autre qu’un exemple frappant d’une ignorance volontaire découlant d’un processus cognitif entièrement orienté dans le sens de la vision israélienne, à partir de laquelle les Etats-Unis et la communauté internationale abordent rituellement ce conflit. La fin de l’interminable mandat de George Deubeuliu Bush et l’avènement de Barack Obama ont d’ores et déjà donné lieu à d’autres initiatives, tout aussi naïves et à courte-vue que ces promesses d’aide – à courte-vue, car, de manière avisée ou non, ces initiatives ont pour origine un point de départ totalement centré sur Israël et ses exigences et fermant totalement les yeux sur le comportement barbare de ce pays.

Barack Obama et Hillary Clinton évoquent sans rire l’ « inévitabilité » et le caractère « inéluctable » d’une solution basée sur deux Etats, sans prendre aucunement en considération l’impossibilité croissante d’un Etat palestinien réel, ou encore du fait qu’Israël élimine aussitôt toute perspective d’un tel Etat et qu’il est en train, de fait, d’éliminer ouvertement les Palestiniens eux-mêmes. Les premiers mois de l’administration Obama et la nomination de George Mitchell au poste d’envoyé spécial au Moyen-Orient font émerger d’autres responsables, qui, plus entichés de processus de paix que de toute perspective d’une paix réelle, poursuivent aveuglément l’ « industrie du processus de paix », sans aucune considération pour les réalités du terrain, ou pour la garantie sur facture (plus que virtuelle) de leur échec.

Sans doute le plan le plus détaillé prétendant frayer une voie vers une solution à deux Etats avait été, en réalité, écrit avant l’accession au pouvoir d’Obama ; mais ce n’est que maintenant qu’il est publié. Ce plan, intitulé A Last Chance for a Two-State Israel-Palestine Agreement [Dernière chance pour un règlement israélo-palestinien à deux Etats] avait été mis au point en décembre dernier par un groupe d’anciens hommes d’Etat américains bien intentionnés, dont Brent Scowcroft, Zbigniew Brzezinski, Lee Hamilton et Paul Volcker (le seul, sur dix, à faire partie de l’administration Obama). Ces sages avaient été réunis par Henri Seigman, un ancien président de l’American Jewish Committee spécialiste du conflit palestinien-israélien qui s’est illustré, ces dernières années, par ses critiques franches et réalistes de l’occupation israélienne. La proposition en question est une sorte de scénario de réalisation de l’impossible, en dix-sept pages.

Ce plan approche le conflit sous un angle israélo-centrique, et même en soulignant lourdement la nécessité de satisfaire aux besoins d’Israël en matière de sécurité ; il comporte en lui-même la prescription des drogues qui en garantissent l’échec. Le rapport consacre un cinquième (ce qui n’est pas sans signification) de sa pagination à une annexe, intitulée « Répondre aux besoins d’Israël en matière de sécurité », en plus d’une logorrhée considérable consacrée à ce sujet dans le corps même du document. Il n’y figure strictement aucune mention d’une quelconque nécessité d’assurer la sécurité de la Palestine contre les menaces pesant sur elles, en provenance d’Israël...

La motivation cachée derrière ce plan est admirable : il reconnaît la centralité du conflit palestinien-israélien par rapport à d'autres problèmes et à d'autres intérêts américains au Moyen-Orient ; il exhorte la nouvelle administration [Obama] à prendre le contre-pied de huit ans de désengagement de ce conflit par l'administration Bush et il l'exhorte à le faire très rapidement ; il appelle à prendre contact avec le Hamas et il exhorte à entreprendre l'initiative de paix nécessaire, fusse au risque de déplaire à « certains électors intérieurs ». Mais le plan est en lui-même naïf et il oublie les réalités brutales de la situation, qui existaient pourtant dès avant l'offensive israélienne contre Gaza. Du fait qu'il ne tient strictement aucun compte des intentions mortelles d'Israël à l'encontre des Palestiniens, ni de sa responsabilité dans le niveau de violence observé aujourd'hui, ce rapport ne fait, en réalité, que donner une prime à l'intransigeance israélienne, tout en faisant allègrement la supposition que cette rigidité pourra être surmontée en publiant un plan sur quelques morceaux de papier, tandis que les Etats-Unis continueront à envoyer à Israël les armes dont il a besoin pour détruire la Palestine ... Ce rapport se situe dans un monde mythique – un monde où Israël n'a aucune responsabilité dans l'occupation du territoire palestinien et ne s'intéresse qu'à sa sécurité, sans avoir la moindre obligation à l'égard des Palestiniens. Il fait référence de manière répétée à une situation sécuritaire du type « qui, de l'œuf ou de la poule ? » dans les territoires occupés – comme s'il était impossible de déterminer si c'est l'occupation d'Israël qui est première, ou la résistance palestinienne, comme si l'occupation n'était pas, précisément, la raison pour laquelle la Résistance palestinienne existe, comme si les attentats suicides palestiniens (dont le projet affirme qu'il cause à Israël « une angoisse compréhensible ») auraient pu surgir d'ailleurs, précisément, que de l'oppression israélienne ?

Le plan n'aborde les conditions d'une paix entre les deux Etats qu'envisagées quasiment uniquement en termes des besoins d'Israël – non seulement ses besoins en matière de sécurité, mais aussi en matière de colonies et de ses inquiétudes concernant le droit au retour des réfugiés palestiniens. Ainsi, par exemple, alors qu'il préconise que la frontière entre les deux Etats soit « basée sur » les lignes de cessez-le-feu antérieures à juin 1967 avec seulement quelques modifications réciproques et mineures, il recommande que les Etats-Unis « prennent en compte les régions à forte population israélienne en Cisjordanie ». Bien que le style minimise la gravité de cette question, ce passage signifie que l'on doit laisser de l'espace aux grands blocs de colonies israéliennes, qui incluent environ 10 % de la minuscule Cisjordanie (environ la taille de l'Etat américain du Delaware), couvrent virtuellement la totalité de Jérusalem Est et incluent (au bas mot) 85 % des 475 000 colons israéliens en Cisjordanie + Jérusalem Est.

En avril 2004, George Bush remit à Ariel Sharon une lettre garantissant officiellement l'approbation par les Etats-Unis de la conservation par Israël de ce que Bush appelait « les centres majeurs de population juive » en Cisjordanie, modifiant du même coup ce qui avait représenté près de quarante années de politique américaine en faveur d'un retrait virtuellement total d'Israël des territoires occupés. Les « paramètres » de Bill Clinton, définis en 2000, avaient eu le même effet, bien qu'à une échelle un peu moindre, en proposant de permettre à Israël de conserver ses colonies – désignées par le terme anodin de « faubourgs » - à Jérusalem Est. Les dernières propositions formulées par l'ancienne équipe répètent ce diktat clintonien et, de manière générale, endossent tant les déclarations de Clinton que celles de Bush, qui cèdent de manière unilatérale à Israël du territoire palestinien, sans négociation, et sans consulter les Palestiniens.

Ce projet jette aussi aux orties le droit au retour des Palestiniens. Bien qu'il fasse une allusion fugitive, en passant, au « sentiment d'injustice » des réfugiés et bien qu'il appelle à « une compensation financière conséquente », il déclare, là encore de manière unilatérale et préemptive, que la résolution du problème des réfugiés devra « protéger Israël contre un afflux de réfugiés » - ce qui signifie que ce droit de retour ne serait pas garanti à tous les réfugiés palestiniens, ni, encore moins, à la plupart des réfugiés qui pourraient choisir de retourner dans leurs maisons et sur leurs terres à l'intérieur d'Israël, d'où ils ont été chassés. Cette précaution est censée « protéger » Israël contre toute exigence qu'il doive réparer l'injustice massive qu'il perpétra en 1948, en exigeant de ses victimes qu'elles se satisfassent, après plus de soixante années, d'un maigre pécule et d'une maison, quelque part, en dehors de leur propre patrie.

Le chapitre principal de ce rapport des sages propose que l'Etat palestinien n'aurait pas d'armée et serait sécurisé par une force multinationale mandatée par l'Onu et placée sous commandement américain, qui fonctionnerait durant cinq ans, mais dont le mandat serait renouvelable, l'intention étant de permettre aux Palestiniens de parvenir à assurer leurs propres sécurité (et, bien entendu, à être capables de garantir celle d'Israël) dans les quinze ans. Cette force de sécurité serait une force de l'Otan, renforcée par des troupes jordaniennes, égyptiennes et – très étonnamment – israéliennes. L'aspect Alice-au-Pays-des-merveilles de cette proposition très particulière se résume au présupposé qui est celui des sages, selon lequel la souveraineté palestinienne serait peu ou prou respectée même si les Palestiniens se voyaient contraints de remettre leur sécurité à une force multinationale qui inclurait non pas seulement des éléments de multiples armées étrangères, mais y compris des troupes de l'opresseur même dont les Palestiniens sont censés s'être débarrassés en parvenant à l'existence en tant qu'Etat. C'est là ce genre d'absurdité inhérente à l'« industrie du processus de paix », qui rend des propositions telles celle-ci totalement insensées.

Le projet brade, avant même que des négociations aient été entamées, davantage que n'importe quel Etat en devenir pourrait se permettre de brader. Il cède du territoire de ce qui devrait devenir l'Etat palestinien avant même que les Palestiniens aient été en mesure de s'asseoir à la table des négociations. Il cède, sans aucune restriction ni aucune excuse, le droit des Palestiniens à réparer une énorme injustice qui est, cela, depuis le début, soit depuis plus de soixante ans, le grief palestinien fondamental à l'endroit d'Israël. Il cède la souveraineté et la sécurité palestiniennes en invitant une force de sécurité internationale comportant des troupes,

précisément, de la puissance occupante dont les Palestiniens essaient de se débarrasser. Et il renonce à toute viabilité de l'ainsi nommé « Etat ».

L'on attendait mieux des sages qui ont rédigé ce document. Certains d'entre eux, de fait, on travaillé en tant que spécialistes sur le conflit arabo-israélien, par le passé, et le coauteur de la proposition Henry Siegman travaille sur cette question depuis des décennies. Mais la proposition fait montre de tellement peu de compréhension du degré avec lequel Israël a d'ores et déjà absorbé la Cisjordanie qu'on pourrait avoir l'impression qu'aucun de ces Messieurs n'a jamais mis les pieds dans la région. Et dans son affirmation benoîte selon laquelle il sera possible d'inciter Israël à donner son accord à un quelconque retrait, aussi minime soit-il, des territoires occupés, on ne constate guère de compréhension du fait qu'aucun gouvernement israélien, quelle qu'en soit la couleur politique, et en particulier aucun des gouvernements de droite qui ont dirigé Israël ces dix dernières années, voire depuis plus longtemps, n'a eu (n'a et n'aura) la moindre intention d'accorder aux Palestiniens le moindre degré d'indépendance et de souveraineté authentiques, où que ce fût et où que ce soit en Palestine.

En fin de compte, à l'instar de la conférence des donateurs qui ont vu dans le désastre de Gaza on ne sait trop quelle force naturelle échappant à tout contrôle humain qui serait descendue, telle un cyclone, sur l'étroit territoire, ce projet ne donne nul signe de la reconnaissance que le responsable de ce conflit est Israël. Israël est le camp qui détient tout le pouvoir, le camp qui contrôle tout le territoire : Israël est le camp qui exerce actuellement une occupation militaire opprimant les Palestiniens, défiant le droit international ; Israël est le camp qui démolit des maisons, bombarde des quartiers peuplés de civils, lance des bombes au phosphore blanc sur des civils, impose des barrages routiers et d'autres restrictions aux déplacements, édifie des murs pour maintenir les Palestiniens à l'écart, bloque les importations alimentaires d'une population palestinienne tout entière, confisque des terres pour y construire des colonies et des routes réservées aux seuls Israéliens juifs. Israël est le camp qui a perpétré 85 % des assassinats dans le conflit, depuis l'éclatement de l'Intifada, voici de cela huit ans et demi.

Mais l'ignorance de ces hommes d'Etat et leur déni des réalités de l'occupation, de la brutalité israélienne et de l'agression israéliennes en disent long sur l'immense capacité, qui reste celle d'Israël, de s'en tirer à bon compte en bénéficiant toujours de l'atmosphère d'adulation dont il bénéficie aux Etats-Unis. On peut se demander, de fait, si ces gens sont aussi ignorants qu'ils le semblent de ce qu'il se passe, avec l'aide des Etats-Unis, en Palestine ? Pensez-vous que tout cela est bel et bon et que cela fait avancer les intérêts nationaux américains d'une quelconque manière, que de continuer à armer Israël et que de lui garantir une carte blanche totale pour continuer à opprimer les Palestiniens ? Ou bien ont-ils été tellement aspirés dans le discours israélo-centrique régnant dans notre pays [les Etats-Unis, ndt] qu'ils sont littéralement terrorisés à l'idée de s'opposer à Israël et d'affronter ses lobbyistes aux Etats-Unis ?

Ce château de cartes qu'est, en réalité, cette « industrie du processus de paix » à laquelle M. Abunimah a fait allusion – ce château de cartes qui prétend qu'Israël n'est pas un Etat voyou dévastant son voisinage quand cela lui chante – doit s'écrouler, et le plus tôt sera le mieux. Comme l'a déclaré M. Abunimah à la conférence de Capitol Hill, ce que les gens savent en Europe et à Chicago, où il vit et où il travaille, diffère du tout au tout de ce que les gens de Washington et de New York croient savoir et, comme il l'a relevé, le silence sur les réalités du terrain, en Palestine, n'est désormais plus tenable. Quand l'histoire de cette période sera écrite, a dit M. Abunimah, « Gaza sera perçu comme le moment après lequel il est devenu impossible, pour Israël, d'être intégré dans la région du Moyen-Orient en tant que prétendu « Etat juif sioniste » ».

Bill et Kathleen Christison

[* Depuis plusieurs années maintenant, Kathleen and Bill Christison rédigent des analyses sur le Moyen-Orient. Ils sont les coauteurs d'un livre, à paraître au mois de juin aux éditions Pluto Press, consacré à l'occupation israélienne et à son impact sur les Palestiniens.

Il y a une trentaine d'années de cela, ils étaient analystes à la CIA.

Ils sont joignables à l'adresse mél : kb.christison@earthlink.net]

source : Obama's Bubble of Ignorance.doc (150 ko) Kathleen et Bill Christison on [counterpunch.org](http://www.counterpunch.org), 15 avril 2009 <http://www.counterpunch.org/christison04152009.html>

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

<http://www.protection-palestine.org/spip.php?article7251>

publié le jeudi 16 avril 2009.

7-3 Chérif BOUDELAL : Ennemis communs d'Israël et du régime égyptien !

Israël a au moins un allié sûr, qui est le régime égyptien, pour combattre le « terrorisme » du Hamas en Palestine et de Hezbollah au Liban !

Oui, aujourd'hui les choses sont encore plus claires qu'avant, Israël n'est pas seul face au « terrorisme » des Résistances libanaise et palestinienne. Il a à ses côtés quelques sionistes arabes comme Hosni Moubarak et ses caniches qui répriment et essaient de bâillonner, mais en vain, le peuple égyptien.

Hezbollah et Hamas ne sont pas seuls non plus. Contrairement aux premiers, qui ne sont qu'une poignée de corrompus, achetés comme du bétail avec quelques millions de dollars, Hezbollah et Hamas ont des centaines de millions, voire de milliards de sympathisants à travers le monde.

La résistance est désormais un délit !

Quel est le « crime » de Hezbollah ? C'est celui d'avoir organisé une logistique pour soutenir le peuple palestinien de Gaza, enfermé par la coalition des régimes israélien et égyptien, avec la complicité internationale. Le régime

égyptien, de concert avec Israël, veut que le blocus sur Gaza continue pour obliger la Résistance à déposer les armes ; et donc l'aide humanitaire de Hezbollah aux habitants de Gaza est considérée par le régime de Hosni Moubarak comme du terrorisme.

Par respect au peuple égyptien, dont des millions de personnes sont descendus dans les rues pour manifester leur soutien à Hezbollah en 2006 et à Hamas en 2009, et ce malgré que les manifestations aient été interdites par les autorités. Lors de ces manifestations le pouvoir a fait réprimer les manifestants par ses sbires et emprisonner des centaines d'entre eux pour avoir osé soutenir les peuples palestinien et libanais.

Donc, le vaillant peuple d'Égypte n'est pas responsable de la trahison de ses dirigeants et mérite l'estime de tous les êtres humains qui refusent l'humiliation des pouvoirs corrompus qui les répriment, en exécutant les ordres de leurs maîtres impérialistes qui les entretiennent et protègent. Nous sommes persuadé que le peuple égyptien finira par se libérer de ses tortionnaires et reprendra la place qu'il mérite au sein du monde libre.

Le cynisme d'un régime en désarroi et la sagesse de l'homme de la Résistance et de la foi

Nous avons assisté à un déchaînement du régime égyptien et de ses caniches de médias contre Hassan Nasr Allah et le Hezbollah, les accusant de préparer un coup d'Etat en Égypte et les traitant de terroristes, avec un cynisme sans précédent. De l'autre côté, nous avons observé la sagesse de « Saïad As-Sadats », Hassan Nasr Allah, qui a refusé de tomber aussi bas que ce régime dont les dirigeants ont perdu tout honneur et toute dignité humaine.

Pourtant c'est bien le Hezbollah de Hassan Nasr Allah qui a fait honneur au monde arabe et aux musulmans (deshonorés par leurs régimes), et attiré la sympathie de milliards d'être humains à travers le monde en mettant à genou Israël en 21006.

Jour après jour le régime égyptien se démasque un peu plus. Aujourd'hui, pour le régime égyptiens et quelques autres hypocrites parmi les régimes arabes, La résistance contre l'impérialisme israélo-USA est devenue du « terrorisme », et ceux qui les soutiennent des hors la loi ! Maintenant la balle est dans le camp du peuple égyptien lui-même. C'est à lui de faire en sorte que son Histoire ne soit pas éternellement souillée par une bande de traîtres qui dirige le pays et plonge le peuple égyptien dans la misère, et l'humiliation en plus.

Tout être humain honorable considère que l'aide aux populations de Gaza fait plutôt honneur à Hezbollah et à son chef qui essaient de secourir les habitants de cette enclave, qu'Israël et le régime égyptien punissent collectivement en les affamant, et ce pour avoir résisté à l'occupant. Que la honte soit la récompense de ce régime corrompu de Hosni Moubarak et ses alliés qui ont perdu toute dignité, et dont la soumission a dépassé toutes les limites de la lâcheté.

Quiconque peut constater qu'il y a un grand écart de comportement, entre le cynisme du monarque égyptien en désarroi, et la sagesse, voire la grandeur du chef de la Résistance libanaise, Hassan Nasr Allah, le combattant de la liberté et l'homme de la foi.

Au lieu de répondre par le même langage en rappelant la trahison du régime égyptien, le sage Nasr Allah s'est contenté de démentir les accusations du régime égyptien et préciser que la présence des membres de son mouvement dans ce pays se limitait à l'aide logistique pour acheminer les aides humanitaires aux habitants de Gaza.

Il a rappelé que le Hezbollah n'entreprend aucune action hostile ni contre le régime égyptien, ni contre d'autres régimes arabes, sans oublier de saluer le peuple égyptien combattant qui a manifesté son soutien aux peuples arabes en lutte dans les circonstances difficiles. Et c'est là qu'on peut percevoir la grandeur de l'homme qui croit en la fraternité entre les peuples arabes

Chérif BOUDELAL –

15 avril 2009

<http://fischer02003.over-blog.com/archive-04-15-2009.html>

7-4 Rapports de l'Onu et de différentes ONG.

Les Témoignages, des Rapports de l'Onu et de différentes ONG, y compris de soldats israéliens, viennent confirmer l'absence de tout code moral chez Tsahal, lors de la guerre contre Gaza.

Épuration ethnique en marche

« plomb durci », titre de cette opération sanglante menée par Israël à Gaza. On pourrait lui ajouter : « Plomb durci, par cœurs durcis ». Ces derniers sont ceux des soldats de Tsahal. Eux seuls ? Ou plutôt l'establishment israélien dont on constate un virage accentué vers une droite qui finalement va quasiment monopoliser le pouvoir. Témoignages de soldats israéliens, rapports de l'Onu et d'ONG internationales viennent confirmer les exactions menées par les militaires israéliens à Gaza. Des faits déjà dénoncés lors de l'opération même du 27 décembre 2008 au 20 janvier 2009. Vingt-deux jours de guerre qui ont fait 1 417 tués dont 926 civils, parmi lesquels 313 enfants et 116 femmes. Seuls 236 combattants ont été tués, ainsi que 255 policiers ou agents de sécurité, dont 240 sont morts lors des bombardements du 27 décembre.

Les témoignages sur les exactions des soldats ont ceci d'important qu'ils témoignent de l'absence de toute éthique dans l'armée israélienne. Le pire est ce qu'elle est justifiée par une haine de l'autre, le Palestinien, celui-ci ne mérite pas qu'on tienne compte de lui. Les Israéliens ont d'ailleurs tenté depuis la fin, il y a deux mois, de l'opération « Plomb durci » d'affirmer, malgré les témoignages palestiniens et les critiques des organisations internationales, qu'ils avaient tout fait pour éviter les victimes civiles palestiniennes.

Or, ce qui ressort des récits de combattants d'unités très diverses de Tsahal, c'est que ce « code moral » n'a pas

été violé, mais que son énoncé a tout simplement été révisé par les officiers supérieurs israéliens qui ont planifié et déclenché l'attaque sur Gaza. Un des officiers raconte : « Il y a quelques mois, invité à la Mekhina (école d'instruction préparatoire au service militaire) d'Oranim (un village de Galilée), par d'anciennes recrues, j'avais projeté un film amateur réalisé par un soldat et où l'on voyait d'autres soldats battre des Palestiniens à un barrage ». Voilà ce que la force fait de vous, leur avais-je expliqué. Et n'attendez surtout pas de votre hiérarchie militaire qu'elle veille au respect des valeurs humaines ... ». Ils étaient donc préparés à ce jeu de massacre qui avait déjà eu lieu. Et lors de l'opération « Plomb durci », les témoignages n'ont pas manqué de confirmer l'horreur acquise lors de la préparation. Les soldats eux-mêmes ont raconté : « Tirs injustifiés ». Les soldats racontent notamment comment une mère palestinienne a été tuée avec ses deux enfants par un tireur d'élite parce qu'elle s'était trompée de chemin en sortant de chez elle. Dans un autre cas, une vieille femme palestinienne a été abattue, alors qu'elle marchait à 100 mètres de sa maison.

D'autres témoins font aussi état d'exactions, d'actes de vandalisme et de destructions dans des maisons. (Lire page 4).

Les témoignages ont provoqué de vives réactions dans la classe politique et les médias israéliens, alors que les résultats de l'opération, initialement présentés comme un succès, sont de plus en plus contestés.

Les députés arabes israéliens à la Knesset, Ahmed Tibi et Mohamad Barakeh, ont déclaré que les témoignages des soldats étaient la « preuve qu'Israël avait commis des crimes de guerre à Gaza ». Mais de son côté, le ministre de la Défense, Ehud Barack, a tenté de défendre l'éthique de son armée « la plus morale du monde », selon lui, avant de tomber dans le piège, en affirmant qu'on ne connaît guère l'éthique à utiliser lorsqu'il s'agit de combattre « le terrorisme ».

Les témoignages des soldats ont cela de choquant autant que d'autres actes, comme l'usage d'armes interdites : c'est cet acharnement inculqué en eux de mettre à feu et à sang les territoires palestiniens. S'agit-il cependant d'une prise de conscience de la part de ces soldats de quoi prédire un changement même infime ? Pour Saïd Okacha, chercheur au

Centre des études politiques et stratégiques d'Al-Ahram, il existe en Israël « un état d'âme qui surgit et disparaît de temps à autre. Des objecteurs de conscience qui refusent le service militaire. Certains des soldats ayant participé à la récente campagne se considèrent comme ayant commis des crimes de guerre. Parce que pour eux leur devoir se limite uniquement à défendre leur patrie ». Cela s'est passé à Jénine en 2004, souligne Okacha. Des soldats ont refusé d'obéir aux ordres de leurs commandants et ont été jugés pour leur désobéissance. Pour un autre chercheur, le politologue Abdel-Ghaffar Chokr, il ne s'agit pas d'une question de prise de conscience de la part de ces soldats « mais uniquement une habitude que certains ont pris de faire après chaque guerre de dévoiler quelques secrets. Certains sont même allés jusqu'à publier des livres, comme il a été le cas du massacre collectif des prisonniers, lors de la guerre de juin 1967 ». Et d'ajouter : « S'il s'agissait d'une prise de conscience, ils auraient dû plutôt s'adresser officiellement à un tribunal ».

Une pluie de feu

L'image inhumaine d'Israël de manière institutionnelle que l'on justifierait par le fait d'actes individuels est mise en évidence en plus du rapport de l'Onu par un rapport de Human Rights Watch, publié le 25 mars dernier. Ce rapport de 71 pages intitulé « Rain of Fire : Israel's Unlawful Use of White Phosphorus in Gaza » (une pluie de feu : l'utilisation illégale de phosphore blanc par Israël à Gaza) rassemble des témoignages des effets dévastateurs des armes au phosphore blanc sur les civils et les propriétés civiles à Gaza.

Les chercheurs de Human Rights Watch à Gaza ont trouvé, immédiatement après la fin des hostilités, des fragments d'obus, des restes de réceptacles et des douzaines de morceaux de feutre brûlé contenant des résidus de phosphore blanc dans les rues, sur les toits des bâtiments, dans les jardins résidentiels et dans une école des Nations-Unies. Le rapport fournit également des preuves balistiques, des photographies et des images satellites, ainsi que des documents provenant de l'armée et du gouvernement israéliens.

Les détails sont d'ailleurs bien précis dans le rapport. Chaque munition répand 116 morceaux de phosphore blanc dans un rayon pouvant aller jusqu'à 125 mètres à partir du point d'explosion. Le phosphore blanc prend feu et brûle au contact de l'oxygène, et continue à brûler à une température pouvant atteindre 816 degrés Celsius, jusqu'à ce qu'il n'en reste plus rien ou que la source d'oxygène soit coupée. En cas de contact avec la peau, le phosphore blanc crée des brûlures intenses et tenaces.

Ce crime de guerre israélien dénoncé depuis le début de l'opération, Israël a tout d'abord tenté de le nier, mais devant les preuves du contraire, il a déclaré utiliser toutes ses armes en accord avec le droit international. Par la suite, les autorités ont dû annoncer la mise en place d'une enquête interne sur d'éventuelles utilisations irrégulières de phosphore blanc.

« Les enquêtes menées par le passé par les FID (Forces Israéliennes de Défense) sur des accusations d'actions illégales suggèrent qu'une telle enquête ne sera ni approfondie, ni impartiale », a déclaré Fred Abrahams, chercheur de la division Urgences au sein de Human Rights Watch et co-auteur du rapport.

Brouiller les cartes

« C'est pourquoi une enquête internationale est nécessaire pour déterminer les violations des lois de la guerre par toutes les parties au conflit », affirme-t-il. Mais dans quelle mesure cela est-il possible ? Tel-Aviv veut brouiller les cartes. Pour expliquer le nombre élevé de victimes civiles à Gaza, les officiers israéliens ont accusé à plusieurs reprises le Hamas d'avoir utilisé ces civils comme « boucliers humains » et d'avoir combattu dans des zones civiles. Abdel-Ghaffar Chokr estime qu'Israël veut ainsi faire d'une pierre deux coups. « D'un côté, il veut démontrer par cette extrême violence qu'il est capable de trancher et régler la situation à Gaza. En même temps, il veut par l'intermédiaire de toutes ces pertes infligées aux Palestiniens qu'ils se retournent contre le Hamas ».

Déjà, cette idée de l'utilisation par l'Organisation palestinienne de civils comme boucliers a souvent circulé. Saïd Okacha, lui, considère que « s'en prendre aux civils est une accusation qu'Israël et le Hamas assument ensemble ». Et de dire que le peuple palestinien est la victime « d'une machine de guerre terrible de la part des deux parties ». Mais l'idée d'une responsabilité du Hamas, au même titre qu'Israël, n'est même pas admise par Human Rights Watch que l'on ne peut accuser de partialité. Dans les cas documentés dans le rapport de l'ONG, elle n'a pas trouvé de preuves d'utilisation par le Hamas de civils comme « boucliers humains » au moment et à proximité des attaques. Ce que le rapport a bien précisé, c'est que « les Israéliens ont utilisé de manière répétée et illégale ces armes au-dessus de quartiers résidentiels, tuant et blessant des civils et endommageant des structures civiles, y compris une école, un marché, un entrepôt d'aide humanitaire et un hôpital ».

Les lois de la guerre obligent les Etats à enquêter de manière impartiale sur les accusations de crimes de guerre. Les preuves disponibles à ce jour doivent pousser Israël à enquêter et à poursuivre de manière appropriée les personnes ayant ordonné ou perpétré des attaques illégales avec des armes au phosphore blanc, souligne encore Human Rights Watch.

Mais qui pourra conduire les Israéliens devant une usitée pénale internationale ? Les Occidentaux ? C'est peu sûr. De plus, les pays arabes sont restés les bras croisés face à ces crimes, se contentant d'exprimer leurs regrets, mais sans réaction concrète. Selon Chokr, Ocampo, célèbre président de la CPI, qui pourchasse le président soudanais Al-Béchar, a souligné que si les Arabes présentaient une plainte au Conseil de sécurité et demandaient un jugement des responsables israéliens, ils l'obtiendraient. « Mais les Arabes ne veulent sans doute pas mécontenter l'Amérique », dit Chokr.

En fait, comme le souligne Human Watch, Le gouvernement des Etats-Unis, qui a fourni à Israël ses munitions au phosphore blanc, doit également conduire une enquête.

Une enquête qui s'élargirait à d'autres aspects de cette dénégation par Israël des Palestiniens et de leurs droits, notamment l'interdiction faite de célébrer Jérusalem comme capitale de la culture arabe en 2009. Mahmoud Abbass a bien dit : « La politique de discrimination, de suppression de vol de terre, de destruction de quartier, de maison, de falsification du passé qui détruit le présent et vole le futur doit être stoppée si la paix veut avoir une réelle chance d'aboutir sur cette terre ». De plus, l'Autorité palestinienne a à juste titre accusé Israël de mener « une campagne d'épuration ethnique » contre les Palestiniens de Jérusalem ... Celle-ci prend plusieurs formes, massacres, armes prohibées et annulation de l'identité.

Ahmed Louffi

7 avril

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19